



Direction Générale

Le 28 mars 2022

**PROCES-VERBAL
SEANCE PUBLIQUE ORDINAIRE
CONSEIL MUNICIPAL
VENDREDI 25 MARS 2022
18H30**

Depuis le mois d'avril 2020, avec la crise sanitaire, le gouvernement a largement modifié les règles qui régissent la réunion des organes délibérants des collectivités locales. Les conseils municipaux ont pu se réunir dans des conditions qui dérogent aux règles habituelles fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Le 1^{er} octobre 2021, les règles dérogatoires ont pris fin permettant aux organes délibérants de se réunir dans les conditions du droit commun. **Mais depuis la promulgation de la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, les mesures dérogatoires concernant les réunions des organes délibérants sont de nouveau en vigueur jusqu'au 31 juillet 2022 en l'état actuel de la situation :**

- **Possibilité de réunion du Conseil Municipal en tout lieu ;**
- **Possibilité de réunion du Conseil Municipal sans public ou avec un nombre limité de personnes présentes**
- **Possibilité de réunion par téléconférence ;**
- **Fixation du quorum au tiers des membres présents ;**
- **Possibilité pour un membre de disposer de deux pouvoirs.**

Les dispositions de l'article 1er du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 doivent continuer d'être respectées lors des réunions du Conseil Municipal.

Ces précautions sont d'autant plus importantes puisque les séances de l'assemblée sont maintenues dans la salle du Conseil Municipal en Mairie. Cela implique qu'il n'y a plus de copies de la note explicative pour l'ensemble des conseillers municipaux et des projets de délibérations pour les élus rapporteurs, du fait que la salle du Conseil Municipal permet une connexion facilitée à Docapost Elus et ce, conformément aux dispositions prévues dans l'avenant n°1 au règlement intérieur. Il revient donc à chaque élu rapporteur de se rapprocher de son service pour éventuellement disposer d'une copie papier des projets de délibérations à présenter.

Le nombre de conseillers en exercice, au jour de la séance était de **29** sur lesquels **20** membres étaient présents, à savoir :

MM. PEYRON Eric - PRALAS Serge - VIGOGNE Ambre - GODOT Robert - FADHLOUN BARBOURA Itidal (1) - GENESTE Jacky - PLOTTON Françoise - BEN TAÏEB Karim - BERNARD Valérie - DION Maurice - PILATO Anne - CHELBI Habib - SAUNIER Marlène - SECCO Patricia - VILLARD Xavier - DIALLO Daouda (2) - LACOTE Clément - BARRIQUAND Bruno - ROUCHON Marie-Laure - CATHELAND Gérard

- (1) Itidal FADHLOUN BARBOURA arrivée à 18 H 59 pour la présentation des Comptes Administratifs
(2) Daouda DIALLO arrivé à 18 H 43 pour la présentation des Comptes Administratifs

Absents excusés avec pouvoir : DIAT Marie-Thérèse - BARROSO Martine - MAHMOUDI Nassera - GAYA Patrick - MICHAUD Pascal

Absents sans pouvoir : LAVIGNOTTE Serge - FORESTIER Nathalie - PEGON Arnaud - VIEILLY Charlotte

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : Maurice DION

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
DIAT Marie-Thérèse	CHELBI Habib
BARROSO Martine	SECCO Patricia
MAHMOUDI Nassera	BEN TAÏEB
GAYA Patrick	PRALAS Serge
MICHAUD Pascal	GODOT Robert

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

*** M. Le Maire a quitté la salle au moment de l'approbation des comptes administratifs de l'exercice 2021, ne prenant ainsi pas part à leur vote, sous la présidence de Mme PLOTTON.**

La séance est ouverte à 18 H 33.

Chaque élu a été destinataire du procès-verbal de la réunion du 25 février 2022, adopté à l'unanimité, sans observation particulière.

FINANCES - ADMINISTRATION GENERALE

1. BUDGETS COMMUNAUX - EXAMEN DES COMPTES DE GESTION EXERCICE 2021 (Rapporteur : Eric PEYRON)

A la clôture de chaque exercice budgétaire, deux séries de comptes financiers sont soumis à l'examen de l'assemblée :

- Les Comptes de Gestion, établis par Monsieur le Trésorier à partir de sa comptabilité
- et
- Les Comptes Administratifs (CA), établis par le Maire à partir de sa comptabilité.

En vertu de l'un des grands principes régissant les finances publiques locales qui établit la séparation de l'ordonnateur et du comptable, le Compte de Gestion (CG) constitue la restitution de comptes du comptable à l'ordonnateur.

Ainsi, l'assemblée délibérante entend, débat et arrête le Compte de Gestion. Son vote intervient avant celui du Compte Administratif.

Il est donc soumis au Conseil Municipal les Comptes de Gestion de l'exercice 2021, concernant les trois budgets communaux : Budget principal, Budget annexe de la restauration scolaire et celui du lotissement du Bourg, produits par Monsieur le Trésorier.

Les résultats budgétaires de l'exercice 2021 de chacun des budgets sont les suivants :

042210
SGC LOIRE NORD



II-1
Exercice 2021

09900 - VILLE DE MABLY

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	4 383 950,00	9 087 103,86	13 471 053,86
Titres de recettes émis (b)	2 206 390,39	8 504 016,18	10 710 406,57
Réductions de titres (c)		102 594,90	102 594,90
Recettes nettes (d = b - c)	2 206 390,39	8 401 421,28	10 607 811,67
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	4 383 950,00	9 360 993,40	13 744 943,40
Mandats émis (f)	2 597 660,41	8 119 819,88	10 717 480,29
Annulations de mandats (g)	13 173,27	320 873,57	334 046,84
Dépenses nettes (h = f - g)	2 584 487,14	7 798 946,31	10 383 433,45
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		602 474,97	224 378,22
(h - d) Déficit	378 096,75		

042210
SGC LOIRE NORD



II-1
Exercice 2021

09950 - RESTAURATION SCOLAIRE MABLY -

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	49 840,00	416 945,00	466 785,00
Titres de recettes émis (b)	26 589,43	440 149,07	466 738,50
Réductions de titres (c)		39 764,68	39 764,68
Recettes nettes (d = b - c)	26 589,43	400 384,39	426 973,82
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	49 840,00	416 945,00	466 785,00
Mandats émis (f)	1 896,38	406 544,48	408 440,86
Annulations de mandats (g)		7 882,60	7 882,60
Dépenses nettes (h = f - g)	1 896,38	398 661,88	400 558,26
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	24 693,05	1 722,51	26 415,56
(h - d) Déficit			

09910 - LOTISSEMENT DU BOURG-MABLY
RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	455 763,00	488 015,00	943 780,00
Titres de recettes émis (b)	455 013,37	487 263,25	942 276,62
Réductions de titres (c)	0,19		0,19
Recettes nettes (d = b - c)	455 013,18	487 263,25	942 276,43
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	455 763,00	488 015,00	943 780,00
Mandats émis (f)	455 011,79	487 263,44	942 275,23
Annulations de mandats (g)		0,19	0,19
Dépenses nettes (h = f - g)	455 011,79	487 263,25	942 275,04
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	1,39		1,39
(h - d) Déficit			

A partir de ces résultats annuels sont déterminés les résultats de clôture au 31 décembre 2021 après prise en compte des reports de 2020. Les données figurant aux Comptes de Gestion sont les suivantes :

Budget	A : Résultat à la clôture de 2020	B : Part affectée à l'investissement en 2021	C : Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021 (A-B+C)
Budget Principal				
Investissement	- 622 596,70 €		- 378 096,75 €	- 1 000 693,45 €
Fonctionnement	1 593 709,83 €	802 070,00 €	602 474,97 €	1 394 114,80 €
Total Budget Principal	971 113,13 €	802 070,00 €	224 378,22 €	393 421,35 €
Budget annexe Restaurant scolaire				
Investissement	23 213,03 €		24 693,05 €	47 906,08 €
Fonctionnement	852,21 €		1 722,51 €	2 574,72 €
Total Budget annexe RS	24 065,24 €	- €	26 415,56 €	50 480,80 €
Budget annexe Lotissement du bourg				
Investissement	0,41 €		1,39 €	1,80 €
Fonctionnement				
Total Budget annexe Lot.	0,41 €	- €	1,39 €	1,80 €
TOTAL TOUS BUDGETS				
Investissement	- 599 383,26 €	- €	- 353 402,31 €	- 952 785,57 €
Fonctionnement	1 594 562,04 €	802 070,00 €	604 197,48 €	1 396 689,52 €
Cumul	995 178,78 €	802 070,00 €	250 795,17 €	443 903,95 €

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif de l'exercice 2021 et les décisions modificatives s'y rattachant, le détail des dépenses et recettes effectuées, le Compte de Gestion dressé par le Trésorier accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif ;

- Après s'être assuré que le Trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2020, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement

ordonnancés au cours de l'exercice 2021, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures :

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1/01/2021 au 31/12/2021, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECLARE** que les résultats des Comptes de Gestion dressés pour l'exercice 2021 pour le Budget Principal ainsi que pour les budgets annexes de la Restauration Scolaire et du Lotissement du Bourg n'appellent aucune observation de sa part.
- 2. EXAMEN DES COMPTES ADMINISTRATIFS (CA) EXERCICE 2021 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Le Bureau Municipal élargi à la Commission Ressources, réuni le 16 mars 2022, a examiné le Compte Administratif 2021 du Budget Général, du Budget annexe Restaurant Scolaire et du Budget Annexe Lotissement du Bourg.

Chaque élu est destinataire d'un document de présentation et des projets de délibérations correspondants.

M.BARRIQUAND regrette le système actuel dans lequel les collectivités ont perdu leur pouvoir fiscal, aggravé par un système de compensation par l'Etat, système qui peut être remis en cause au gré des gouvernements successifs. M. Le Maire le rejoint, les collectivités ayant en effet perdu leur autonomie financière.

Conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président avant l'approbation : le doyen d'âge. Le Maire doit se retirer au moment du vote. Le doyen d'âge mettra alors au vote :

- Le Compte Administratif 2021 du Budget Général
- Le Compte Administratif 2021 du Budget Annexe Restaurant Scolaire
- Le Compte Administratif 2021 du Budget Annexe lotissement du Bourg.

Mme PLOTTON, doyenne d'âge, est désignée Présidente de la séance, le temps de l'approbation des Comptes Administratifs de l'exercice 2021.

Elle demande ainsi à M. Le Maire de quitter la salle du Conseil Municipal et met ensuite au vote les trois Comptes Administratifs, pour lesquels M. Le Maire ne prend pas part au vote.

➤ 2.1 BUDGET PRINCIPAL 2021

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	a 7 798 946.31	g 8 401 421.28	602 474.97
	Section d'investissement	b 2 584 487.14	h 2 206 390.39	-378 096.75

+ +

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	c (si déficit) 791 639.83	i (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	d (si déficit) 622 596.70	j (si excédent)

= =

	DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
TOTAL (réalisations + reports)	=a+b+c+d 11 006 030.15	=g+h+i+j 11 399 451.50	393 421.35

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1	Section d'exploitation	e	k
	Section d'investissement	f 704 759.00	l 1 437 444.00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	=e+f 704 759.00	=k+l 1 437 444.00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	7 798 946.31 =a+c+e	9 193 061.11 =g+i+k	1 394 114.80
	Section d'investissement	3 911 842.84 =b+d+f	3 643 834.39 =h+j+l	-268 008.45
	TOTAL CUMULE	11 710 789.15 =a+b+c+d+e+f	12 836 895.50 =g+h+i+j+k+l	1 126 106.35

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap/Art.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
	SECTION D'INVESTISSEMENT	704 759.00	1 437 444.00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES		474 483.00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		1 333.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		900 000.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 656.00	
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	47 101.44	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	49 494.56	
	41 - COSEC	1 200.00	
	42 - AMENAGEMENTS SPORTIFS	12 900.00	
	53 - RESERVES FONCIERES	24.00	
	55 - TRAVAUX NEUFS BATIMENTS SCOLAIRES	46 803.00	
	56 - TRAVAUX NEUFS DE VOIRIE	545 580.00	

Le Compte Administratif 2021 du Budget Général est adopté à la majorité, par 22 Voix Pour, 2 Abstentions (MM. Barriquand - Catheland) et 5 Absents sans pouvoir.

➤ **2.2 BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE 2021**

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	a 398 661.88	g 400 384.39	1 722.51
	Section d'investissement	b 1 896.38	h 26 589.43	24 693.05
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	c (si déficit)	i 852.21 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	d (si déficit)	j 23 213.03 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
TOTAL (réalisations + reports)		=a+b+c+d 400 558.26	=g+h+i+j 451 039.06	50 480.80
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1	Section d'exploitation	e	k	
	Section d'investissement	f 335.00	l	
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	=e+f 335.00	=k+l	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	=a+c+e 398 661.88	=g+i+k 401 236.60	2 574.72
	Section d'investissement	=b+d+f 2 231.38	=h+j+l 49 802.46	47 571.08
	TOTAL CUMULE	=a+b+c+d+e+f 400 893.26	=g+h+i+j+k+l 451 039.06	50 145.80

Le Compte Administratif 2021 du budget Annexe Restaurant scolaire est adopté à l'unanimité.

➤ 2.3 BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT DU BOURG 2021

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF					II
VUE D'ENSEMBLE					A1
EXECUTION DU BUDGET					
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)		DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
	Section d'exploitation	a 487 263.25	g	487 263.25	
	Section d'investissement	b 455 011.79	h	455 013.18	1.39
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	c (si déficit)	i (si excédent)		
	Report en section d'investissement (001)	d (si déficit)	j (si excédent)	0.41	
		=		=	
		DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
TOTAL (réalisations + reports)		=a+b+c+d 942 275.04		=g+h+i+j 942 276.84	1.80
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1	Section d'exploitation	e	k		
	Section d'investissement	f	l		
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	=e+f		=k+l	
		DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	=a+c+e 487 263.25		=g+i+k 487 263.25	
	Section d'investissement	=b+d+f 455 011.79		=h+j+l 455 013.59	1.80
	TOTAL CUMULE	=a+b+c+d+e+f 942 275.04		=g+h+i+j+k+l 942 276.84	1.80

Le Compte Administratif 2021 du budget Lotissement du Bourg est adopté à l'unanimité.

M. Le Maire rejoint la salle à 19 H 01.

Mme PLOTTON lui annonce le résultat des votes.

3. BUDGETS COMMUNAUX - REPRISE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2021 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Les résultats de fonctionnement des Comptes Administratifs de l'exercice 2021 doivent être affectés par le Conseil Municipal afin d'être repris aux budgets de 2022.

Le résultat de fonctionnement constaté doit être affecté en priorité pour chacun des budgets communaux :

- A l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur ;
- A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
- Et pour le solde et selon la décision du Conseil Municipal, en excédents de fonctionnement reportés ou en une dotation complémentaire en réserves.

Pour le Budget Principal :

La couverture du besoin de financement de la section d'investissement constaté au Compte Administratif de 2021 représente un montant de 268 008,45 €.

Le solde du résultat de fonctionnement de 1 126 106,35 € serait alors reporté en section de fonctionnement :

BUDGET PRINCIPAL	
◊ Résultat de la section de fonctionnement :	1 394 114,80 €
◊ Solde de clôture de la section d'investissement :	- 1 000 693,45 €
◊ Solde des Restes à réaliser d'investissement 2021 :	732 685,00 €
→ Besoin de financement de la section d'investissement :	268 008,45 €
> Affectation du résultat :	
◊ Réserves (compte 1068) - Excédents de fonctionnement capitalisés :	268 008,45 €
◊ Résultat de fonctionnement reporté (R002) :	1 126 106,35 €

Pour le budget annexe Restaurant scolaire :

Le solde cumulé de la section d'investissement étant positif, il n'y a pas de besoin de financement et le résultat de fonctionnement sera reporté en totalité au budget 2022 :

BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE	
◊ Résultat de la section de fonctionnement :	2 574,72 €
◊ Solde de clôture de la section d'investissement :	47 906,08 €
◊ Solde des Restes à réaliser d'investissement 2021 :	- 335,00 €
→ Besoin de financement de la section d'investissement :	Néant
> Affectation du résultat :	
◊ Réserves (compte 1068) - Excédents de fonctionnement capitalisés :	- €
◊ Résultat de fonctionnement reporté (R002) :	2 574,72 €

Pour le budget annexe du Lotissement du Bourg :

La section de fonctionnement présente un résultat équilibré, et celle d'investissement ne présente pas de besoin de financement :

BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT DU BOURG	
◊ Résultat de la section de fonctionnement :	- €
◊ Solde de clôture de la section d'investissement :	1,80 €
◊ Solde des Restes à réaliser d'investissement 2021 :	- €
→ Besoin de financement de la section d'investissement :	Néant
> Affectation du résultat :	
◊ Réserves (compte 1068) - Excédents de fonctionnement capitalisés :	- €
◊ Résultat de fonctionnement reporté (R002) :	- €

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** l'affectation et les modalités de reprise des résultats de fonctionnement de l'exercice 2021 suivantes :

- **Budget Principal** : Affectation en réserves (1068) d'un montant de 268 008,45 € et report du solde d'excédent de fonctionnement (002) de 1 126 106,35 € ;

- **Budget annexe Restaurant scolaire** : Pas d'affectation en réserves et report de l'excédent reporté (002) de 2 574,72 € ;

- **Budget annexe Lotissement du Bourg** : Pas d'affectation en réserves, ni report.

4. REHABILITATION ET EXTENSION DU CENTRE OMNISPORTS PAUL DESROCHES - AUGMENTATION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET AJUSTEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP) (Rapporteur : Eric PEYRON)

L'opération de réhabilitation et d'extension du Centre Omnisports Paul DESROCHES a fait l'objet d'une ouverture de Crédits de Paiement (CP) avec Autorisation de Programme (AP), approuvée en Conseil Municipal le 11 décembre 2019, pour un montant de **3 684 575 €** répartis en crédits de paiement de 2019 à 2023.

Par délibération du 6 mars 2020, l'Autorisation de Programme a été augmentée et son montant porté à **4 303 825 €**, afin de tenir compte de l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre.

Par délibération du 11 décembre 2020, l'Autorisation de Programme a été augmentée afin de tenir compte de l'Avant-Projet Définitif (APD) et son montant porté à **4 535 600 €**, les crédits de paiement ajustés.

Par délibération du 26 mars 2021, les crédits de paiement ont été ajustés afin de tenir compte des réalisations 2020.

Par délibération du 15 décembre 2021, l'Autorisation de Programme a été augmentée afin de prendre en compte l'attribution des marchés et son montant porté à **4 649 940 €** les crédits de paiement ajustés.

Aujourd'hui, afin de prendre en compte les réalisations 2021, d'intégrer les achats de matériel et mobilier ainsi que les révisions de prix importantes, en raison de l'augmentation du coût des matières premières, il est nécessaire d'augmenter l'autorisation de programme de **147 860 €** et porter son montant à **4 797 800 €**. Les Crédits de Paiement seront ajustés en conséquence.

Monsieur MICHAUD Pascal, impliqué professionnellement dans ce dossier, ne prend pas part au vote en tant que Conseiller Municipal intéressé, conformément à la consigne de vote inscrite sur le pouvoir donné à M. GODOT Robert.

A la majorité par 22 Voix Pour - 2 Contre (MM. Barriquand - Catheland) - 4 Absents sans pouvoir, le Conseil Municipal DECIDE :

- **D'augmenter** l'Autorisation de Programme de **147 860 €** et de porter son montant **à 4 797 800 €**
- **D'ajuster** les Crédits de Paiement et d'inscrire au Budget de la Commune la dépense d'investissement en résultant selon la décomposition de l'échéancier suivant :

CP 2019	0 € (réalisé)
CP 2020	171 458 € (réalisé)
CP 2021	1 034 612 € (réalisé)
CP 2022	3 588 760 €
CP 2023	2 970 €

- **D'équilibrer les dépenses comme suit :**

FCTVA	787 031 €
Subvention	647 415 €
Autofinancement, emprunts	3 363 354 €

- **D'accepter** les modalités de financement.

5. TRAVAUX D'ACCESSIBILITE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) - PROLONGATION DE LA DUREE ET AJUSTEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP) (Rapporteur : Eric PEYRON)

Les travaux d'accessibilité dans les Etablissements Recevant du Public (ERP) ont fait l'objet d'une ouverture de Crédits de Paiement (CP) avec Autorisation de Programme (AP), approuvée en Conseil Municipal le 28 octobre 2011, pour un montant de 718 960 € répartis en crédits de paiement de 2011 à 2015.

Par délibérations des 29 mars 2012, 15 mars 2013 et 13 mars 2014, le montant de l'AP/CP avait été diminué successivement de 125 000 €, 70 408 € et de 262 832 € afin de tenir compte des travaux faits en régie par les services. Son montant avait été porté à 260 720 € et les crédits de paiement ajustés en conséquence.

Par délibération du 13 mars 2015, la durée de l'Autorisation de Programme avait été prolongée et les crédits de paiement ajustés.

Par délibération du 17 mars 2016, il avait été décidé de porter le montant de l'AP/CP à **446 620 €** suite à la mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'AP) afin de poursuivre en toute sécurité juridique les travaux d'accessibilité après le 1er janvier 2015, dans un délai de 6 ans, de prolonger sa durée jusqu'en 2021 et d'ajuster les crédits de paiements.

Par délibérations des 17 mars 2017, 23 mars 2018, 22 février 2019 et 6 mars 2020, les crédits de paiement ont été ajustés en fonction des réalisations 2016, 2017, 2018 et 2019.

Par délibération du 26 mars 2021, la durée de l'AP/CP a été prolongée jusqu'en 2022 et les crédits ajustés.

Par délibération du 2 juillet 2021, les crédits de paiement ont été ajustés afin de tenir compte du transfert des travaux en régie en investissement.

Aujourd'hui, afin de tenir compte des réalisations 2021, il est nécessaire d'ajuster les crédits de paiement et prolonger la durée de l'AP/CP jusqu'en 2023 pour d'éventuels travaux supplémentaires ou reliquats de facturation.

M.BARRIQUAND s'interroge sur la somme de 302 261 €, au titre de l'année 2023, au regard des crédits de paiement des années précédentes et sur l'année d'achèvement du programme de mise en accessibilité.

A l'unanimité, le Conseil Municipal DECIDE :

- **D'ajuster** les Crédits de Paiement et d'inscrire au budget de la commune la dépense d'investissement en résultant selon la décomposition de l'échéancier prévisionnel suivant :

○ CP 2011	0 €
○ CP 2012	2 954 € (réalisé)
○ CP 2013	30 346 € (réalisé)
○ CP 2014	14 109 € (réalisé)
○ CP 2015	30 646 € (réalisé)
○ CP 2016	25 573 € (réalisé)
○ CP 2017	9 077 € (réalisé)
○ CP 2018	0 € (réalisé)
○ CP 2019	6 569 € (réalisé)
○ CP 2020	8 210 € (réalisé)
○ CP 2021	12 275 € (réalisé)
○ CP 2022	4 500 €
○ CP 2023	302 261 €

- **D'équilibrer** les dépenses comme suit :

○ FCTVA	70 581 €
○ Subvention DETR	23 712 €
○ Autofinancement, subventions, emprunt	352 327 €

- **Accepter** le mode de financement.

6. AMENAGEMENT ZAC DES TUILERIES - AUGMENTATION DU MONTANT DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME, PROLONGATION DE LA DUREE ET AJUSTEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP) (Rapporteur : Eric PEYRON)

L'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue du choix d'un aménageur pour la ZAC des Tuileries a fait l'objet d'une ouverture de Crédits de Paiement (CP) avec Autorisation de Programme (AP) approuvée en Conseil Municipal le 16 décembre 2009, pour un montant de 75 000 € répartis en crédits de paiement sur 2010 et 2011.

Par délibérations du Conseil Municipal en date du 11 mars 2011 et 29 mars 2012, le montant de l'Autorisation de Programme a été révisé et porté successivement à :

- ✓ 83 784 € afin d'intégrer les frais de publicité, la numérisation de plans et l'élaboration de levés topographiques nécessaires au démarrage de l'opération ;
- ✓ Puis à 1 052 558 € afin d'intégrer les acquisitions foncières, la DUP, la publicité pour le concours d'aménageur et divers travaux de géomètre.

Les Crédits de Paiement ont été répartis de 2010 à 2014.

Par délibération du 19 décembre 2012, les Crédits de Paiement ont été ajustés en fonction des réalisations prévisionnelles 2012.

Par délibération du 13 mars 2014 et du 12 décembre 2014, la durée des travaux a été prolongée jusqu'en 2015 en attendant la signature du traité de concession et les crédits de paiement ont été ajustés.

Par délibération du 24 avril 2015, l'Autorisation de Programme a été révisée, sa durée prolongée jusqu'en 2028 et son montant porté à **4 047 629 €** afin de tenir compte du traité de concession signé avec la SEDL.

Par délibérations des 17 mars 2016, 17 mars 2017, 23 mars 2018, 22 mars 2019 et 11 décembre 2019, les crédits de paiement ont été ajustés en fonction des réalisations 2015, 2016, 2017 et 2018 et des réalisations prévisionnelles 2019.

Par délibération du 6 mars 2020, l'Autorisation de Programme a été révisée afin de prendre en compte l'avenant n° 1 à la convention d'avance de trésorerie précisant la suppression de la tranche conditionnelle et la modification des modalités de versement des avances, et son montant porté à **3 147 629 €**, les crédits de paiement ajustés.

Par délibération du 26 mars 2021, les crédits de paiement ont été ajustés en fonction des réalisations 2020.

Aujourd'hui, afin de prendre en compte les réalisations 2021, l'intégration du travail de lissage dans le temps du projet, le rachat d'ouvrages prévus sur les exercices 2023 et 2027 ainsi que la participation d'équilibre due à NOVIM, il est nécessaire d'augmenter l'autorisation de programme de **936 696 €** et passer son montant à **4 084 325 €**, de prolonger la durée jusqu'en 2028 et d'ajuster les crédits de paiements.

De plus, il est précisé que sur les 936 696 € d'inscription supplémentaire, **524 619 €** seront remboursés au titre du FCTVA en 2024 et 2028.

M. BARRIQUAND demande si le marché alimentaire fonctionne toujours. M. GODOT indique que le marché est actuellement en sommeil, suite à une baisse de fréquentation dans les 2 à 3 semaines qui ont suivi sa mise en place. Cela peut s'expliquer notamment en termes de temporalité (hiver et vacances scolaires). M. GODOT compte activer un groupe de travail pour réfléchir aux perspectives de ce marché. M. PRALAS rappelle à cette occasion que la création du marché émane de la concertation mise en place dans le cadre de la ZAC des Tuileries.

A l'unanimité, le Conseil Municipal DECIDE :

- **D'augmenter** l'autorisation de programme de 936 696 € et porté son montant à **4 084 325 €**
- **De prolonger** la durée de l'Autorisation de Programme jusqu'en 2028
- **D'ajuster** les Crédits de Paiement et d'inscrire au budget de la commune la dépense d'investissement en résultant selon la décomposition de l'échéancier prévisionnel suivant :
 - CP 2010 48 684 € (réalisé)
 - CP 2011 4 784 € (réalisé)
 - CP 2012 14 424 € (réalisé)
 - CP 2013 435 667 € (réalisé)
 - CP 2014 154 642 € (réalisé)
 - CP 2015 308 360 € (réalisé)
 - CP 2016 300 000 € (réalisé)
 - CP 2017 300 000 € (réalisé)
 - CP 2018 300 000 € (réalisé)
 - CP 2019 304 050 € (réalisé)
 - CP 2020 57 812 € (réalisé)
 - CP 2021 151 832 € (réalisé)
 - CP 2022 153 000 €
 - CP 2023 563 713 €
 - CP 2024 260 000 €
 - CP 2025 305 000 €
 - CP 2026 205 000 €
 - CP 2027 217 357 €

- CP 2028 0 €
- **D'équilibrer** les dépenses comme suit :
 - FCTVA 538 544 €
 - Autofinancement 3 545 781 €
- **Accepter** les modalités de financement.

7. FISCALITE DIRECTE LOCALE - FIXATION DES TAUX COMMUNAUX POUR 2022 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Conformément à l'article 1639 A du Code Général des Impôts, les collectivités locales et organismes compétents font connaître aux services fiscaux, avant le 15 avril de chaque année, les décisions relatives aux taux des impositions directes perçues à leur profit.

Depuis l'année dernière, les communes ne votent plus de taux de Taxe d'Habitation dans le cadre de la mise en œuvre progressive de la suppression de cet impôt.

Il est ainsi rappelé les taux de fiscalité directe locale suivants qui ont été appliqués en 2021 :

- Taxe Foncière sur les propriétés Bâties : 38,55 %
- Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties : 55,91 %.

Pour l'année 2022, les éléments de fiscalité ont été reçus le 15 mars 2022.

Au regard des orientations données au projet de Budget Primitif pour l'exercice 2022, il est proposé de faire varier uniformément les taux de ces deux taxes locales d'environ 3 %.

Le coefficient de variation serait de 1,029572 :

<i>pdt avant prélèvement</i>	Coef variation
5 119 104 €	1,029572
4 972 070 €	
<i>Pdt à taux constants</i>	

- Les taux de fiscalité 2022 ainsi déterminés seraient de :

	Départ	Taux proposés pour 2022	
TFB	38,55%	39,69%	+ 1,14 point
TFNB	55,91%	57,56%	+ 1,65 point

Ces taux proposés demeurent inférieurs aux taux plafonds communiqués pour 2022 qui sont de 94,60 % pour la TFB et de 125,35 % pour la TFNB.

M. LACOTE intervient : « Lors du Débat d'Orientations Budgétaires du 25 février dernier, il était question de la situation sensible vers laquelle se dirige notre commune d'ici 2024 avec l'effet dit « ciseaux » par lequel les dépenses de fonctionnement deviendraient supérieures aux recettes de fonctionnement.

Plusieurs pistes ont alors été évoquées (emprunt de 3 200 000 €, hausse des impôts locaux de 5 %...). Ce sera finalement une hausse des impôts locaux, de 3 % certes, mais une hausse tout de même.

Prenons 2 exemples concrets :

- Le premier est celui d'un couple actif, assez modeste, habitant la commune. Celui-ci paie alors en 2021, 1 131 € de Taxe Foncière globale, dont 838 € au titre de la commune. En 2022, ce couple paiera, de façon approximative en tenant compte du coefficient de variation de la valeur locative 2022 de + 3.4 %, 1 193 € de Taxe Foncière dont 893 € au titre de la commune, soit 63 € de plus par an.

- Le second exemple, est celui d'un couple de retraités, vivant avec une seule pension de retraite. Celui-ci paie alors en 2021, 1 266 € de Taxe Foncière globale, dont 938 € au titre de la commune. En 2022, ce couple paiera environ 1 336 € de Taxe Foncière dont 998 € au titre de la commune, soit 70 € de plus par an minimum.

Le SMIC net 2022 est d'environ 1 250 €. Soit l'équivalent ou presque d'un mois de salaire par an dans la Taxe Foncière pour les actifs, et plus d'un smic pour les retraités. 63 € et 70 €, par les temps qui courent, c'est pratiquement un plein d'essence, c'est environ un peu plus d'une semaine de courses. Cette mesure va donc s'ajouter et peser encore plus sur le pouvoir d'achat des ménages, qui a beaucoup diminué ces derniers temps en raison de l'inflation et des différentes crises. D'autant que même si le taux ne bougeait pas depuis de nombreuses années, les bases elles, continuent d'augmenter.

Cette mesure, bien que bénéfique pour la commune d'un point de vue financier, reste douloureuse pour nos concitoyens. Nous espérons, et nous ne doutons pas, que ces taux seront de nouveaux abaissés dès que la santé financière de la commune le permettra ».

M. BARRIQUAND indique que la proposition d'évolution des taux de la fiscalité directe locale s'adosse à une revalorisation nominale des bases bien plus élevée que les années précédentes du fait de la reprise de l'inflation. Il met en perspective la situation des ménages, et notamment des propriétaires à qui la gloire de l'accession à la propriété leur a été faite et qui se retrouvent aujourd'hui dans des difficultés financières. Les montants indiqués par M. LACOTE sont importants pour les foyers mablyrots expliquant ainsi son vote défavorable à une telle augmentation. Il renvoie à une déclaration au moment de l'examen du Budget Primitif.

M. Le Maire indique que le Conseil Municipal n'a pas augmenté les taux de la fiscalité directe locale depuis 2009, ce qui a pu être une erreur, ne serait-ce que par rapport à la courbe de l'inflation et à la hausse régulière des dépenses de fonctionnement. Les orientations budgétaires s'appuyant sur une prospective établie avec des éléments connus et/ou estimés en décembre 2021 envisageaient une hausse de 5 %. La notification récente des bases fiscales 2022 permet notamment de calculer plus précisément le produit fiscal attendu, passant ainsi de 5 % à 3 % d'augmentation des taux de la fiscalité directe locale. La possibilité de rabaisser les taux est en effet envisageable à l'image de ce qu'a pu faire cette année la commune de Riorges. Cependant, il convient d'établir un rapide comparatif entre les communes de Riorges et Le Coteau pour s'apercevoir que la photographie des taux n'est pas identique :

2021			
Ville	Mably	Le Coteau	Riorges
TH	10,90%	12,10%	11,46%
TFB	38,55%	38,51%	43,14%
TFNB	55,91%	53,19%	67,26%

2022			
Ville	Mably	Le Coteau	Riorges
TH	10,90%	12,10%	11,41%
TFB	39,69%	38,51%	42,55%
TFNB	57,56%	53,19%	67,26%

pm : Population
au 1^{er} janvier

7 759

7 060

11036

M. Le Maire compète ses propos en insistant sur la baisse des dépenses de fonctionnement, venant en complément de la proposition d'augmenter cette année la fiscalité directe locale.

A la majorité, par 21 voix Pour, 2 Contre (MM. Barriquand - Catheland), 2 Abstentions (Mme Rouchon - M. Lacote) et 4 absents sans pouvoir, le Conseil Municipal :

➤ **VOTE** les taux communaux suivants pour l'année 2022 :

- Taxe Foncière sur le Bâti : 39,69 % et
- Taxe Foncière sur le Non Bâti : 57,56 %.

8. EXAMEN DU BUDGET PRIMITIF (BP) EXERCICE 2022 (Rapporteur : Eric PEYRON)

➤ **8.1 BUDGET GENERAL**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 25 mars 2022 arrêtant le Compte de Gestion 2021 et adoptant le Compte Administratif 2021 du budget principal ;

Vu la tenue du débat sur les orientations budgétaires au sein de l'assemblée le 25 février 2022 ;

Le budget général 2022 s'équilibre en opérations réelles à hauteur de 14 984 948 €, dont 8 138 475 € (54 %) en fonctionnement et 6 846 473 € (46 %) en investissement.

Il se présente ainsi :

FONCTIONNEMENT			
Dépenses		Recettes	
Charges à caractère général	1 893 720,00 €	Produits des services	279 530,00 €
Charges de personnel	5 060 285,00 €	Impôts et taxes	6 683 810,00 €
Autres charges de gestion courante	983 080,00 €	Dotations et participations	1 210 865,00 €
Atténuation de produits	61 400,00 €	Autres produits gestion courante	45 780,00 €
Charges financières	40 000,00 €	Atténuations de charges	14 000,00 €
Charges exceptionnelles	75 175,00 €	Produits financiers	98,65 €
Dépenses imprévues	24 815,00 €	Produits exceptionnels	1 000,00 €
Total dépenses réelles	8 138 475,00 €	Total recettes réelles	8 235 083,65 €
Prélèvement de l'exercice	954 625,00 €	Travaux en régie	200 000,00 €
Dotations aux amortissements	467 000,00 €	Quote part subvention investissement	4 310,00 €
DAP – Dépréciation des actifs circulants	5 400,00 €		
Total dépenses d'ordre	1 427 025,00 €	Total recettes d'ordre	204 310,00 €
		Résultat de fonctionnement reporté	1 126 106,35 €
Total dépenses fonctionnement	9 565 500,00 €	Total recettes fonctionnement	9 565 500,00 €

INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
Remboursement capital dette	360 000,00 €	FCTVA	283 999,55 €
Autres dettes (Avance Budget lotissement)	62 510,00 €	Taxe d'aménagement	80 000,00 €
Dépôt et cautionnement	400,00 €		
Immobilisations incorporelles	20 900,00 €	Emprunt	2 910 000,00 €
Subvention d'équipement	63 300,00 €		
Immobilisations corporelles	198 605,00 €	Produits des cessions	185 000,00 €
Immobilisations en cours	3 000,00 €		
RAR 2021	98 252,00 €	RAR 2021	1 375 816,00 €
<i>Total hors opérations</i>	<i>384 057,00 €</i>		
Dépenses individualisées en opération	4 425 310,00 €	Recettes individualisées en opération	459 306,00 €
RAR sur opérations individualisées	606 507,00 €	RAR sur opérations individualisées	61 628,00 €
<i>Total opérations votées</i>	<i>5 031 817,00 €</i>	<i>Total opérations votées</i>	<i>520 934,00 €</i>
Dépenses imprévues	6 995,55 €		
Total dépenses réelles	5 845 779,55 €	Total recettes réelles	5 355 749,55 €
Travaux en régie	200 000,00 €	Prélèvement de la section fonct.	954 625,00 €
		Dotations aux amortissements	467 000,00 €
Quote part subvention investissement	4 310,00 €	Provision pour dépréciation cptes redevables	5 400,00 €
Total dépenses d'ordre	204 310,00 €	Total recettes d'ordre	1 427 025,00 €
Déficit investissement reporté 2021	1 000 693,45 €	Affectation résultat 2021	268 008,45 €
Total dépenses investissement	7 050 783,00 €	Total recettes investissement	7 050 783,00 €

L'autofinancement prévisionnel à partir des recettes de fonctionnement est de 1 222 715 €.

Le recours à l'emprunt au cours de l'exercice est évalué à 2 910 000 €.

M. LACOTE intervient :

« Aujourd'hui nous devons voter le budget 2022 pour notre commune, moment fort de la vie de la municipalité. Nous avons pu voir qu'un emprunt serait réalisé mais moins important que celui prévu dans le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB).

Nous trouvons dommage que la piste du Rapport d'Orientations Budgétaires qui prévoyait le maintien des économies sur les dépenses de fonctionnement n'ait pas été retenue.

Nous avons pu également constater une augmentation prévisionnelle de 16% des dépenses d'administration générale en budget de fonctionnement pour le service administratif.

Si les dépenses de fonctionnement par service restent sensiblement stables, qu'est-ce qui nécessite cette soudaine augmentation dans ce service ?

J'aurai également une demande de précisions sur la hausse de 105% des recettes liées à la Vie associative ? Nous avons effectivement voté récemment des hausses de tarifs sur les réservations de salles municipales mais je ne pense pas que ce soit cela qui entraîne 105% d'augmentation des recettes ?

Fonctionnement :

Au vu de la situation présentée lors du Rapport d'Orientations Budgétaires du dernier conseil, plusieurs pistes ont été avancées pour dégager des recettes. Vous avez fait le choix de la hausse des taux d'imposition. Nous aurions pu également reporter certains projets sur un autre exercice.

Par exemple le projet de volière qui représente un peu moins de 9 000 € et qui pourrait éventuellement être reporté, l'enherbement des allées du cimetière pour 10 000 € est également un projet risqué. Nous avons vu le résultat des trottoirs engazonnés qui n'a pas eu l'effet escompté.

Enfin, une dernière question sur le budget du CCAS. La subvention municipale se porte à 316 100 € prévisionnel pour 2022. Elle n'aura jamais été aussi élevée depuis 2014. Quelles en sont les raisons ? ».

Le service Finances apportera ultérieurement des réponses techniques posées par M. LACOTE, M. DEXPORT n'étant pas en mesure de répondre précisément du fait de sa récente prise de poste au sein de la collectivité.

M. BARRIQUAND intervient :

« Il y a un an à peu près jour pour jour, nous avons voté contre le budget 2021 en émettant notamment des critiques sur les choix conceptuels de la rénovation du COSEC Paul Desroches. Nous avons pointé l'absence de production solaire thermique ou photovoltaïque, le choix d'un chauffage au gaz naturel. Avec la guerre en Ukraine, nos critiques se trouvent hélas renforcées. Il nous faut urgemment sortir de notre dépendance aux énergies fossiles, le pétrole et le gaz donc.

Nous avons étudié le budget 2022 sous le même prisme. Vous nous proposez de répondre aux besoins de financement par une augmentation des impôts, en désaccord avec votre engagement de campagne, il y a deux ans seulement.

Nous vous répondons que nous n'y sommes pas favorables et que nous préférons que soit fait davantage d'économies.

Pour argumenter notre position, nous vous donnons quelques exemples : la consommation de l'éclairage public représentait plus de 101 000 € en 2020, au-delà du renouvellement par des leds, l'extinction de l'éclairage sur certains secteurs entre 23 h et 5 h pourrait diminuer la facture.

L'entretien des chemins communaux doit être mesuré. En 2022, 75 000 € sont attribués au chemin Garaudière après 48 000 € pour la route de Lina en 2021...

Il faudra peut-être même envisager de dégoudronner certains tronçons peu utilisés.

Les investissements dans l'amélioration thermique des bâtiments devraient aussi procurer des économies.

Un entretien plus léger des espaces verts et des arbres peut limiter l'utilisation et l'achat d'engins et être bénéfique pour notre budget et pour l'environnement.

Voici quelques pistes, mais bien d'autres peuvent encore être étudiées, une fête au bourg moins ambitieuse comme celle de l'année dernière ? Tous les domaines doivent participer et pourquoi pas une baisse des indemnités des élus ?

Il nous semble, en effet, mal venu d'augmenter de manière significative les impôts au moment où une inflation durable des biens de première nécessité se met en place ».

M. Le Maire revient sur la nécessaire réalisation d'économies dont certaines produiront leurs effets de manière différée. Des réunions budgétaires se tiennent en ce moment afin d'identifier ces leviers d'action, parmi lesquels figurent l'extinction partielle de l'éclairage public, l'isolation thermique de bâtiments communaux qui nécessite d'investir pour envisager la réduction des consommations, etc..., la réhabilitation du Centre Omnisports Paul DESROCHES en est la preuve avec une économie annoncée de 63 %, via les calculs des thermiciens. M. Le Maire indique que chaque énergie reste problématique au regard de l'origine de fabrication des matériaux, du transport et de leur cycle de vie, sans parler du coût final, qui amène les collectivités à faire des choix entre la rénovation d'un bâtiment dans le cadre d'une enveloppe contenue ou le fermer.

Le fait d'évoquer la baisse des indemnités des élus relève par contre d'une approche démagogique.

M. GENESTE répond concernant l'action d'enherbement du cimetière qui sera réalisée selon un procédé différent (recours au sédum) que les trottoirs qui en effet n'avait pas été une réussite.

M. BARRIQUAND interroge également le reprofilage du chemin du Bois de Brathe, point sur lequel

M. GODOT répond que ce reprofilage permet de traiter plus facilement l'évacuation des eaux pluviales.

A la majorité, par 21 Voix Pour, 2 Contre (MM. Barriquand - Catheland), 2 Abstentions (Mme Rouchon - M. Lacote) et 4 absents sans pouvoir, le Conseil Municipal :

➤ **ADOpte** le Budget Primitif 2022 du Budget Principal, tel qu'il a été présenté.

➤ **8.2 BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 25 mars 2022 arrêtant le Compte de Gestion 2021 et adoptant le Compte Administratif 2021 du budget annexe « Restaurant Scolaire » ;

Vu la tenue du débat sur les orientations budgétaires au sein de l'assemblée le 25 février 2022 ;

Le budget annexe Restaurant Scolaire 2022 s'équilibre en opérations réelles à hauteur de **420 621,00 €**, dont 347 205 € en fonctionnement et 73 416 € en investissement :

FONCTIONNEMENT			
Dépenses		Recettes	
Charges à caractère général	145 405,00 €	Produits des services	169 830,28 €
Charges de personnel	200 000,00 €	Autres produits gestion courante	200 000,00 €
Autres charges de gestion courante	1 600,00 €		
Charges exceptionnelles	200,00 €		
Total dépenses réelles	347 205,00 €	Total recettes réelles	369 830,28 €
Prélèvement de l'exercice			
Dotations aux amortissements	18 700,00 €		
DAP – Dépréciation des actifs circulants	6 500,00 €		
Total dépenses d'ordre	25 200,00 €	Total recettes d'ordre	- €
		Résultat de fonctionnement reporté	2 574,72 €
Total dépenses fonctionnement	372 405,00 €	Total recettes fonctionnement	372 405,00 €

INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
Immobilisations corporelles	73 081,00 €	FCTVA	309,92 €
RAR 2021	335,00 €		
Total dépenses réelles	73 416,00 €	Total recettes réelles	309,92 €
		Dotations aux amortissements	18 700,00 €
		Provision p dépréciation cptes redevables	6 500,00 €
Total dépenses d'ordre	- €	Total recettes d'ordre	25 200,00 €
		Solde d'exécution reporté	47 906,08 €
Total dépenses investissement	73 416,00 €	Total recettes investissement	73 416,00 €

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

➤ **ADOpte** le Budget Primitif 2022 du Budget annexe « Restaurant Scolaire » tel qu'il a été présenté.

➤ 8.3 BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT DU BOURG

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 25 mars 2022 arrêtant le Compte de Gestion 2021 et adoptant le Compte Administratif 2021 du budget annexe « Lotissement du Bourg » ;

Vu la tenue du débat sur les orientations budgétaires au sein de l'assemblée le 25 février 2022 ;

Le Budget annexe « Lotissement du Bourg » 2022 s'équilibre à hauteur de **342 430 €**, dont 62 510 € en mouvements réels, correspondant à l'avance prévisionnelle provenant du budget principal pour financer les travaux de viabilisation :

FONCTIONNEMENT			
Dépenses		Recettes	
Charges à caractère général	62 500,00 €	Produits des services	
Autres charges de gestion courante	10,00 €		
Total dépenses réelles	62 510,00 €	Total recettes réelles	- €
Variation des stocks	279 920,00 €	Variation des stocks	342 430,00 €
Total dépenses d'ordre	279 920,00 €	Total recettes d'ordre	342 430,00 €
Total dépenses fonctionnement	342 430,00 €	Total recettes fonctionnement	342 430,00 €

INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
		Avance budget Principal	62 508,20 €
Total dépenses réelles	- €	Total recettes réelles	62 508,20 €
Stocks de produits - terrains aménagés	342 430,00 €	Stocks de produits - terrains aménagés	279 920,00 €
Total dépenses d'ordre	342 430,00 €	Total recettes d'ordre	279 920,00 €
		Solde d'exécution reporté	1,80 €
Total dépenses investissement	342 430,00 €	Total recettes investissement	342 430,00 €

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **ADOpte** le Budget Primitif 2022 du Budget annexe « Lotissement du Bourg » tel qu'il a été présenté.

9. **ACTUALISATION DES PROCEDURES D'AMORTISSEMENT DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES - BUDGET PRINCIPAL ET RESTAURANT SCOLAIRE** (Rapporteur : Eric PEYRON)

Conformément à l'article R 2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles, corporelles et des immeubles productifs de revenus constituent, pour les Communes de plus de 3 500 habitants, des dépenses obligatoires.

Par délibération en date du 17 février 1997, le Conseil Municipal a fixé les modalités d'amortissement des biens précités.

Il convient de compléter le tableau des méthodes à utiliser pour le calcul des dotations annuelles d'amortissement en ce qui concerne les subventions d'équipement apportées en nature (comptes 20441 & 20442).

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **COMPLETE** le tableau des méthodes d'amortissement au 1^{er} janvier 2022 selon les durées indiquées dans le tableau annexé
- **CONSERVE** le mode d'amortissement linéaire
- **MAINTIENT** à 1 000 € le seuil en deçà duquel les immobilisations de faible valeur ou dont la consommation est très rapide seront amorties sur 1 an.

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Catégorie		Article	Durée d'amortissement
Immobilisation Incorporelles			
Frais d'études, recherche	<i>Frais d'études, de recherche, de modification de révision de documents d'urbanisme</i>	202	10 ans
	<i>Frais d'études non suivis de réalisation</i>	2031	5 ans
	<i>Frais de recherche et de développement</i>	2032	5 ans
	<i>Frais d'insertion</i>	2033	5 ans
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits, et valeurs similaire		205	2 ans
Subventions d'équipement versées			
	Lorsque le bénéficiaire est un organisme public	2041	1 an si la subvention est inférieure à 5 000 € sinon 15 ans
	Lorsque le bénéficiaire est une personne de droit privé	2042	1 an si la subvention est inférieure à 5 000 € sinon 5 ans
Subventions d'équipement en nature			
	Lorsque le bénéficiaire est un organisme public	20441	1 an si la subvention est inférieure à 5 000 € sinon 15 ans
	Lorsque le bénéficiaire est une personne de droit privé	20442	1 an si la subvention est inférieure à 5 000 € sinon 5 ans
Immeubles de rapport			
	Immeuble de rapport	2132	20 ans
Matériel incendie			
	Extincteurs, plan de secours	21568	8 ans

Catégorie (suite)		Article	Durée d'amortissement
Equipement Techniques			
Autres matériel de Voirie	Cylindre, plaque vibrante, godet pelleteuse..	21578	8 ans
Equipement garage et ateliers	Toupie, chariot élévateur, presse à balle ...	2158	8 ans
Matériel classiques	Tronconneuse, visseuse, perceuse...	2158	8 ans
Matériel Espaces Verts	tondeuse, broyeur, désherbeur, aspirateur à feuilles	2158	8 ans
Installations Générales, agencement, aménagement divers			
	Stores, rideaux	2181	7 ans
Matériel de Transport			
	Voitures	2182	5 ans
	Camions	2182	8 ans
	Véhicules industriels (saleuse, tracto pelle)	21571	8 ans
	Equipement divers pour camion et véhicules industriels	2182	8 ans
Bureau et informatique			
Matériel informatique	Ordinateurs, imprimante ...	2183	3 ans
Matériel de bureau électrique ou électronique	Photocopieurs, Duplicopieur, FAX	2183	5 ans
	Téléphonie	2183	3 ans
	Destructeur papier, massicot	2183	7 ans
Mobilier			
	Mobilier	2184	10 ans
CHEPTEL			
	Cheval	2185	10 ans
Autres matériel			
Installations & appar. chauff.	Appareils chauffage	2188	10 ans
Equipements des cuisines	Lave vaisselle, armoires à boissons, cuisinière, réfrigérateur	2188	10 ans
Equipements sportifs	Matériel de gymnastique, cages foot, Panneaux affichage	2188	10 ans
Matériel audio visuel	Sonorisation, micro, lecteur, appareil photos camscope, DVD.....	2188	8 ans
Matériel divers	Machine à laver, matériel exposition, guirlande, marabout	2188	8 ans
	Coffre fort	2188	20 ans

10. RAPPORT DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION A LA SEANCE DU 25 FEVRIER 2022 EN VERTU DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a accordé à Monsieur Le Maire, et aux Adjointes en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, une délégation de pouvoirs en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Depuis la convocation à la séance du Conseil Municipal du 25 février 2022, M. Le Maire a pris les décisions municipales suivantes :

MARCHES PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-11

RESTAURANT SCOLAIRE - MISE EN PROPRETE INSTALLATIONS D'EVACUATION DES BUEES GRASSES DE CUISINE
FOURNITURE DE PRESTATION PAR LA SOCIETE SAPIAN

DECISION MUNICIPALE N° 2022-12

MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR UNE AIDE A LA DEFINITION DE L'ENTRETIEN DES LOCAUX SCOLAIRES

DECISION MUNICIPALE N° 2022-13

PROGRAMMATION CULTURELLE 2022 - APPROBATION DIVERS CONTRATS DE CESSION

DECISION MUNICIPALE N° 2022-15

REGULATION DE CERTAINES POPULATIONS D'ANIMAUX DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX ET SUR LE DOMAINE PUBLIC
APPROBATION CONTRAT DE PIEGEAGE AVEC M. YVES ROYER

DECISION MUNICIPALE N° 2022-16

COORDONNATION DES POLITIQUES EDUCATIVES
APPROBATION INTERVENTION ZOOMACOM DANS LE CADRE DU RESEAU PARENTALITE

DIVERS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-14

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° D25/2022-1

DECISION MUNICIPALE N° 2022-17

TRAVAUX DE RENOVATION DES TERRAINS DE SPORTS - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2022
OPERATIONS SECTEUR SPORTS LOISIRS CULTURE

DECISION MUNICIPALE N° 2022-18

TRAVAUX DE MISE EN VALEUR DE LA VILLE - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2022 AMENAGEMENT DES CONDITIONS DE VIE D'ACCUEIL ET D'ANIMATION DANS LES COMMUNES

DECISION MUNICIPALE N° 2022-19

TRAVAUX DE RENOVATION DE BATIMENTS A VOCATION SPORTIVE
ET CULTURELS - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2022 OPERATIONS SECTEUR SPORTS LOISIRS
CULTURE

DECISION MUNICIPALE N° 2022-20

TRAVAUX DE RENOVATION ET D'AMELIORATION DES BATIMENTS SCOLAIRES -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES
TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2022 OPERATIONS SCOLAIRES

DECISION MUNICIPALE N° 2022-21

TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE DE BATIMENTS COMMUNAUX - DEMANDE DE
SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX
(DETR) 2022 AMENAGEMENT DES CONDITIONS DE VIE, D'ACCUEIL ET D'ANIMATION
DANS LES COMMUNES

DECISION MUNICIPALE N° 2022-22

TRAVAUX D'EXTENSION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT - DEMANDE DE SUBVENTION
AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2022
AMENAGEMENT DES CONDITIONS DE VIE D'ACCUEIL
ET D'ANIMATION DANS LES COMMUNES

DECISION MUNICIPALE N° 2022-23

TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE DE LOGEMENTS COMMUNAUX
RUE DE GUISE - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2022 OPERATIONS SECTEUR SOCIAL

DECISION MUNICIPALE N° 2022-24

TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DE BATIMENTS COMMUNAUX -DEMANDE DE
SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX
(DETR) 2022 AMENAGEMENT DES CONDITIONS DE VIE, D'ACCUEIL ET D'ANIMATION

DECISION MUNICIPALE N° 2022-25

TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DE BATIMENTS COMMUNAUX DEMANDE DE
SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL
(DSIL) 2022 RENOVATION ENERGETIQUE

DECISION MUNICIPALE N° 2022-26

ACCEPTATION INDEMNITE VERSEE PAR LA SMACL ASSURANCES
AU TITRE DE LA PROTECTION JURIDIQUE POUR PRISE EN CHARGE HONORAIRES
D'AVOCATS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-27

TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UNE PISTE CYCLABLE ET D'UN CHEMINEMENT PIETON
RUE PABLO NERUDA - DEMANDE DE SUBVENTION
AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2022
DEVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES EN FAVEUR DE LA MOBILITE

M. BARRIQUAND pose quelques questions sur les décisions municipales n° 15 et 27 qui comportent déjà les éléments de réponse, les décisions étant désormais jointes (à sa demande) au dossier de Conseil.

M. PEYRON et Mme BERNARD évoquent d'ailleurs la tenue d'une réunion publique d'information sur l'aménagement de la rue Pablo Neruda le mercredi 13 avril à 18 H à l'Espace de la Tour (Salle R. Allier).

M. BARRIQUAND regrette que le Département ne réalise pas une piste cyclable à l'occasion des travaux de réfection/élargissement de la chaussée de l'avenue Charles de Gaulle, attirant l'attention de l'assemblée sur le caractère extrêmement dangereux de cette section de voie pour les cyclistes notamment.

M. PEYRON rappelle que la commune n'est quasiment jamais concertée en amont par le Département sur leur programme de voirie.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions municipales détaillées ci-dessus.

11. BILAN FORMATION DES ELUS ANNEE 2021 (Rapporteur : Valérie BERNARD)

Afin de pouvoir exercer au mieux leurs fonctions, les élus locaux bénéficient d'un droit à la formation. La formation des élus locaux constitue une dépense obligatoire de la collectivité à laquelle ils appartiennent.

La Loi 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice par les élus locaux de leur mandat, a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2123-14 qui dispose qu'à compter du 1^{er} janvier 2016, les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés, à la clôture de l'exercice, au titre duquel ils ont été inscrits, sont affectés en totalité au budget de l'exercice suivant, sauf année de renouvellement électoral.

Conformément à l'article L 2123-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées sur l'exercice 2021 est annexé au Compte Administratif 2021. Il donne lieu à un débat annuel.

Conformément à la réglementation, un plan de formation a été soumis au Conseil Municipal et voté en séance le 6 novembre 2020.

Il avait été décidé de retenir deux organismes de formation pour proposer aux élus deux types de formations proposées par l'AMF42 d'une part et par la SCOP « Kaléido'Scop » d'autre part.

Pour rappel, ce plan fixait les objectifs suivants :

- Clarifier les rôles et les responsabilités entre élus et services ;
- Développer les capacités politiques des élus en matière de conception et d'expression ;
- Aller à l'essentiel d'un projet politique dans le cadre d'un plan de mandat ;
- Donner les outils aux élus pour leur permettre de communiquer les orientations politiques aux services et les clarifier ;
- Mieux appréhender la fonction d'élus ;
- Développer la communication verbale et l'intervention orale ;
- Donner aux élus les outils nécessaires à la conduite de projet.

Il répondait à la volonté des élus de développer un cycle de formation favorisant sur ce début de mandat des sessions collectives et organisées sur site, pour permettre une vraie cohérence des formations en s'appuyant sur un socle commun.

Toutefois, le contexte particulier de la crise sanitaire a quelque peu perturbé le déroulement des séances dans leur planning prévu.

Formation - Action par Kaléido'Scop :

La première formation concernait une formation-action, dispensée par Kaléido'Scop (organisme de Saint-Etienne animé par des universitaires), en vue de former les élus à la démocratie locale et au dialogue citoyen puis de co-élaborer un plan d'actions participatif pour le mandat.

Les ateliers ont été animés par Sylvain Abrial et Yann Crespel pour Kaléido'Scop.

Il s'agissait en 2021, de terminer les « Ateliers du futur » et de concrétiser une feuille de route sur la démocratie participative. Les deux dernières séances de travail se sont déroulées les 27 février et 18 juin. Cette dernière séance a permis de conclure sur un temps partagé avec les cadres de l'équipe de direction.

La feuille de route « Ambition pour le territoire » issue du travail produit lors de cette formation a, quant à elle, été validée par le Bureau Municipal du 15 septembre 2021.

Formation avec l'AMF - Intervenant M. Pailleux (Dribbl) :

L'autre formation a permis de réunir à la fois les élus et les responsables de services autour du thème « *Accompagnement dans la relation élus/responsables de service* » s'est déroulée en deux séances et deux ateliers.

Objectifs visés de l'accompagnement :

- Définir les rôles et missions de chacun ;
- Etablir un processus décisionnel, dans une approche de gestion transversale des projets ;
- Formaliser les temps de travail entre les élus et les services ;
- Fournir des outils de suivi, de pilotage et de reporting des projets.

Le cycle 1 de cette formation sur la « Gouvernance » a été divisé en deux groupes qui se sont réunis les 12 et 22 juin.

Le cycle 2 portant sur la « Transversalité et le pilotage » s'est déroulé à l'automne, les 2 et 19 octobre.

A l'issue de ces sessions de formation, un bilan a été dressé en visio-conférence sous la présidence de Mme Bernard, Adjointe en charge de la formation des élus. Il en est ressorti la possibilité de proposer pour 2022, par M. Pailleux de nouveaux temps d'accompagnement, de conserver l'AMF comme organisme porteur de la demande d'accompagnement, et donc DRIBBL (société de M. Pailleux) comme organisme consultant sous-traitant.

Atelier philosophique et citoyen :

Enfin, à l'initiative de Mme Bernard, les élus dans le cadre de leur cycle de formation ont souhaité la mise en place d'un temps de réflexion participatif sur la question de l'Ethique qui a été associé à des ateliers d'échanges philosophiques et citoyens sur les concepts et valeurs de la République, animé par Olivier Barbaroux, Philosophe. Cette rencontre s'est déroulée le mercredi 1er décembre de 18 h à 21 h.

Ces actions de formations ont été financées sur le crédit formation 2021 à hauteur de 7 305 €. Le crédit ouvert à ce titre pour l'exercice 2021 s'élevait à 9 300 €.

Il conviendra de reporter les crédits non consommés sur 2021 soit 1 995 €, d'inscrire les crédits nécessaires pour 2022 afin d'organiser les temps de formations proposés par l'AMF, dans le cadre du suivi d'action avec M. Pailleux (Dribbl), et de prendre en compte la possibilité de faire appel à de nouveaux prestataires pour des formations dont la thématique pourrait apparaître nécessaire en cours d'exercice, soit un total de 10 995 €.

Mme BERNARD indique la présence de 13 élus au cycle animé par Kaléido'Scop, rappelant que tous les élus de l'assemblée ont été invités dès 2020 à participer à ce temps de formation. Elle indique également qu'un parcours autour de la laïcité est en train d'être envisagé en direction de l'ensemble des élus.

Le Conseil Municipal prend acte du bilan des actions de formation des élus financées par la Commune sur l'exercice budgétaire 2021.

12. ETAT ANNUEL DES FRAIS D'AIDE A LA PERSONNE DES ELUS MUNICIPAUX - ANNEE 2021 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par délibération n° 4 du 26 mars 2021, le Conseil Municipal a délibéré sur le remboursement des frais engagés par les élus locaux dans le cadre de l'exercice de leurs missions :

- Frais d'exécution d'un mandat spécial ou frais de mission (article L 2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales -CGCT- modifié par l'article 101 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019) ;
- Frais de déplacement des membres du Conseil Municipal (articles L 2123-18-1, R 2123-22-1, R 2123-22-2 et R 2123-22-3 du CGCT) ;
- Frais d'aide à la personne des élus municipaux (articles L 2123-18-2 et L 2123-18-4 du CGCT modifiés par les articles 91 1° et 2° de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019).
- Frais exceptionnels d'aide et de secours engagés personnellement par les élus (article L 2123-18-3 du CGCT) ;
- Frais de représentation du Maire (article L 2123-19 du CGCT).

L'article D 2123-22-4 du Code Général des Collectivités Territoriales indique qu'il est communiqué au Conseil Municipal, au titre de chaque année civile, un état récapitulatif individuel des aides versées aux élus bénéficiaires au titre des frais de garde ou d'assistance et aide au financement du chèque service.

Au titre de l'année 2021, aucune aide n'a été versée aux élus municipaux.

Le Conseil Municipal prend acte du dit état établi au titre de l'année 2021.

13. BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS IMMOBILIERES 2021 (Rapporteur : Eric PEYRON)

L'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit l'établissement par la Commune d'un bilan annuel des acquisitions et cessions immobilières.

Ce bilan de politique foncière fait apparaître, tant pour les acquisitions que pour les cessions, la totalité des mutations immobilières réalisées par la Commune au cours de l'année.

Les actions retenues sont celles comptabilisées.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance du bilan, donne acte à Monsieur Le Maire de la présentation du bilan comptable de la politique foncière menée par la Commune de Mably au cours de l'exercice budgétaire 2021.

14. PERSONNEL MUNICIPAL - REMBOURSEMENT DE FRAIS MEDICAUX (Rapporteur Daouda DIALLO)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relatif aux emplois de chaque collectivité ou établissement qui sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ;

Un agent municipal, Lionel MOUILLERE, s'est rendu à une visite médicale nécessaire au renouvellement de son permis Poids Lourd le 24 janvier 2022. L'agent a réglé lui-même les honoraires du médecin alors que la collectivité aurait dû le prendre en charge directement sur présentation d'une facture du médecin. Il convient donc de procéder au remboursement des frais engagés par l'agent.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **AUTORISE** l'établissement d'un mandat pour rembourser Lionel MOUILLERE des frais médicaux qu'il a lui-même payé et s'élevant à 36 euros.

URBANISME

15. INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER ET LES DECISIONS DE PREEMPTION OU NON-PREEMPTION (Rapporteur : Serge PRALAS)

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Le Maire rend compte au Conseil Municipal des décisions relatives à l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal en la matière.

Depuis l'information donnée lors du Conseil municipal du 25 février 2022, le droit de préemption n'a pas été exercé pour les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) suivantes :

Référence cadastrales	Adresse	Superficie	Désignation du bien	Décision de non-préemption
AP 163	32 rue Théophile Gauthier	640 m ²	Bâti sur terrain propre	18 janvier 2022
AP 143 AP 142p	Rue Alfred de Musset 7 rue Prosper Mérimée	1 066 m ²	Bâti sur terrain propre	19 janvier 2022
AK 196 AK 188	33 rue Antoine de St Exupéry	5 855 m ²	Bâti sur terrain propre	24 janvier 2022
AW 29 AW 257	120 route de Mably 118 route de Mably	858 m ²	Bâti sur terrain propre	27 janvier 2022
BB 8	28 rue des Glycines	1 192 m ²	Bâti sur terrain propre	1 ^{er} février 2022
BC 49	4 rue des Lilas	515 m ²	Bâti sur terrain propre	1 ^{er} février 2022
AP 298	15 rue Gustave Flaubert	319 m ²	Non bâti	11 février 2022
AK 87	15 rue de la Maison du Passeur	512 m ²	Bâti sur terrain propre	11 février 2022
AK 133	13 rue du Bosquet	505 m ²	Bâti sur terrain propre	11 février 2022
AN 308	27 rue Victor Hugo	413 m ²	Bâti sur terrain propre	11 février 2022
AN 183	25 rue Honoré de Balzac	700 m ²	Bâti sur terrain propre	11 février 2022
AN 343 et AN 586	57 rue Victor Hugo	977 m ²	Bâti sur terrain propre	14 février 2022
AR 329	Impasse Pierre Corneille	84 m ²	Non bâti	18 février 2022
AR 316, AR 317, AR 318, AR 319, AR 320, AR 321, AR 322, AR 323, AR 324, AR 325, AR 326, AR 327 et AR 328	7 rue Pierre Corneille	1 016 m ²	Non bâti	18 février 2022
AK 188	Rue Antoine de St Exupéry	5 395 m ²	Non bâti	18 février 2022
AN 234	18 rue Louis Bromfield	705 m ²	Bâti sur terrain propre	22 février 2022

BC 224	11 rue Ravaté	867 m ²	Bâti sur terrain propre	22 février 2022
D 1466p (en cours de division cadastrale)	3269 route du bas de Mably	2 400 m ² environ	Bâti sur terrain propre	28 février 2022

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions détaillées ci-dessus.

16. OPERATION DES SABLES - APPROBATION CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE EXCEPTIONNELLE AVEC ALLIADE HABITAT POUR REALISATION DE LA VOIRIE PRINCIPALE (Rapporteur : Serge PRALAS)

Alliade Habitat a pour projet de réaliser 47 à 51 logements neufs sur les parcelles AO 331 et AO 413, d'une superficie totale de 15 578 m², situées route de Briennon à l'arrière du lotissement les Oréades à Mably, en zone Uc et Uci du PLU actuellement en vigueur.

Ce programme prévoit une offre diversifiée de logements neufs notamment : 9 PSLA (Prêt Social Location Accession), 4 lots à bâtir, 20 à 24 logements collectifs locatifs, 6 maisons jumelées locatives et 8 logements intermédiaires locatifs.

Ce projet comprend également :

- L'aménagement des espaces verts, des cheminements piétons, des abords des constructions ;
- La réalisation des réseaux d'assainissement, d'adduction d'eau potable, de télécommunications, d'électricité et d'éclairage public ;
- La réalisation d'une voirie principale traversante avec trottoirs, reliant la route de Briennon et le lotissement les Oréades à l'arrière du tènement foncier, et d'une impasse propre à ladite opération ;
- La réalisation d'aires de stationnement et d'une aire de présentations des bacs de tri et de déchets ménagers.

Le coût total de l'opération est estimé à 5 839 635 € HT (hors participation de la ville de Mably). Au regard de ce montant, Alliade Habitat a sollicité la commune pour participer au financement de la voirie principale.

Considérant que la voirie principale sera traversante et desservira à la fois les nouveaux logements créés mais également le lotissement des Oréades, situé à l'arrière du tènement foncier ;

Considérant que la réalisation de la voirie principale désengorgera la rue Jean Bailly en permettant une sortie sur la route de Briennon ;

Considérant que la voirie principale est conforme à la charte d'aménagement actuellement en vigueur et fera l'objet d'une demande de rétrocession dans le domaine public de la commune ;

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la convention de participation financière et ses annexes à l'opération des Sables réalisée sous la maîtrise d'ouvrage d'Alliade Habitat ci-jointe en annexe
- **PRECISE** que le montant maximal de la participation de la commune s'élève à 117 000 € HT auquel s'adossera une TVA selon le taux en vigueur
- **PRECISE** que le versement de la participation de la commune se fera en plusieurs échéances, sur 4 exercices budgétaires, à compter de 2025 pour un montant annuel de 29 250 € HT/an et le versement du solde en 2028
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que toutes pièces afférentes.

17. EXTENSION RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT, 13 RUE SUZANNE LACORE POUR CONSTRUCTION MAISON D'HABITATION - APPROBATION CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC ROANNAIS AGGLOMERATION (Rapporteur : Serge PRALAS)

Dans le cadre de l'aménagement de son territoire, la commune a accordé le 27 janvier 2022 à Madame DEMURGER Nathalie, au 13 rue Suzanne Lacore, une déclaration préalable sous le numéro DP N° 04212721M8147 pour une division de la parcelle AR36 en vue de construire un lot.

Cette opération nécessite l'extension sur environ 21 mètres linéaires de la canalisation d'eaux usées. Roannais Agglomération va faire réaliser, sous sa maîtrise d'ouvrage, les travaux de pose de la canalisation d'eaux usées par Roannaise de l'Eau. Les travaux sont rendus nécessaires du fait de l'opération projetée et l'autorisation d'urbanisme délivrée.

La commune de Mably participera au financement des travaux de viabilisation qui est considérée comme une subvention d'investissement de la commune de Mably à Roannais Agglomération ne supportant pas la TVA.

Pour ce faire, une convention de financement doit être signée entre Roannais Agglomération et la mairie de Mably.

Le montant des travaux s'élève à **9 359.87 € HT** comprenant 693.32 € HT de maîtrise d'œuvre assurée par Roannais Agglomération, correspondant au suivi administratif et technique du chantier.

Vu le Code d'Urbanisme et notamment ses articles L 331-1 et suivants et L 332-6 ;

Vu la déclaration préalable valant division N° 04212721M8147 délivrée le 27 janvier 2022 par arrêté municipal 2022/URBA/016, en zone Uc du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant la nécessité de raccorder la parcelle au réseau public d'assainissement et pour cela de réaliser l'extension du réseau ;

Considérant qu'il s'agit d'un équipement public dont la réalisation et le financement incombe à la collectivité publique ;

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la convention de financement pour l'extension du réseau public d'assainissement au 13 rue Suzanne Lacore à Mably
- **PRECISE** que le montant des travaux s'élève à 9 359.87 € HT
- **PRECISE** que la dépense est prévue au budget 2022
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que toutes pièces afférentes.

VIE ASSOCIATIVE

18. OCTROI SUBVENTIONS ANNUELLES 2022 AUX ASSOCIATIONS (Rapporteurs : Itidal FADHLOUN et Karim BEN TAÏEB)

Le concours aux associations est revu chaque année au moment du vote du Budget Primitif, s'agissant d'une annexe obligatoire au document budgétaire.

La Commission « Développement de la vie et des relations associatives », réunie le 9 mars 2022 et l'élue en charge de la Commission « Cohésion sociale - Enfance Jeunesse - Solidarité - Lutte contre les exclusions » ont examiné les demandes annuelles pour l'année 2022 pour une présentation au Bureau Municipal du 16 mars 2022.

Chaque dossier a fait l'objet d'une étude et d'une présentation, suivies d'échanges.

Le versement des subventions reste cependant conditionné au dépôt du dossier et à son instruction.

Deux tableaux ont été établis : l'un concerne les subventions à caractère social, l'autre pour toutes les autres associations (y compris les associations avec lesquelles la ville de Mably a signé une convention de partenariat). Ces documents sont détaillés aux élus.

M. BARRIQUAND demande à quoi correspond le GEM, le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM Levant). Cette structure vise à soutenir et promouvoir la participation sociale et la citoyenneté de personnes isolées et/ou en souffrance psychique. Une exposition se tiendra d'ailleurs dans le cadre du Printemps de la Photo, du 9 au 22 mai 2022 à l'Espace de la Tour (cf. plaquette de la saison culturelle).

A l'unanimité, le Conseil Municipal vote les subventions annuelles pour un montant total respectif de :

- Subventions à caractère social : 8 450 €
- Autres subventions : 45 530 €

19. OCTROI DIVERSES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES (Rapporteur : Karim BEN TAÏEB)

A l'unanimité, le Conseil Municipal se prononce favorablement sur les demandes suivantes :

- Association « **Roanne Vélo FSGT** » pour organisation du Tour des Monts de la Loire FSGT du 20 au 22 mai 2022 / étape contre-la-montre à Mably le dimanche 22 mai : **800,00 €**
- Association « **Tennis Club de Mably** » pour organisation du Tournoi National de Tennis Fauteuil 2022 du 30 septembre au 2 octobre 2022 : **1 000,00 €**
- Association « **Pompiers Humanitaires Français (P.H.F.)** » pour soutien à l'action en cours en Pologne au contact des réfugiés ukrainiens : **1 500,00 €**
- Association « **Comité Français pour l'UNICEF** » pour soutien à la réponse humanitaire à l'urgence en Ukraine en direction des enfants orphelins et touchés par le conflit : **1 500,00 €**

20. APPROBATION CONVENTIONS FIXANT LES MODALITES ET CONDITIONS D'ACCUEIL DE L'ORCHESTRE HARMONIQUE DE MABLY « TOUS DANS LE VENT ! » ET DU GROUPE VOCAL CHORUM (Rapporteur : Karim BEN TAÏEB)

Depuis plusieurs années, l'orchestre harmonique de Mably « Tous dans le vent ! » et le groupe vocal CHORUM font partie intégrante de la vie associative et culturelle de la ville de Mably. Ces deux associations disposent de la salle de répétition musicale partagée de l'Espace associatif Pierre Waldeck-Rousseau et fonctionnent en partenariat étroit avec la commune.

Ce partenariat est aujourd'hui à nouveau formalisé par deux conventions stipulant notamment qu'une aide financière visant à aider à leur fonctionnement sera attribuée, chaque année pendant trois ans, à chaque association qui s'engage en contrepartie à participer activement à la vie de la commune en assurant plusieurs prestations et animations (cérémonies commémoratives, concerts...).

Pour l'année 2022, au regard des documents fournis, la subvention est accordée pour un montant de 4 000 € pour chacune des associations.

Pour les années 2023 et 2024, le montant de la subvention sera déterminé en fonction des documents présentés dans le cadre de l'examen des demandes de renseignements associatifs et des éléments issus de la réunion de suivi de convention qui sera organisée chaque année entre les parties.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** les termes des conventions fixant les modalités et conditions d'accueil de l'orchestre harmonique de Mably « Tous dans le vent ! » et du groupe vocal CHORUM
- **ACCORDE** une subvention fonctionnement de 4 000 € à chacune des associations au titre de l'année 2022
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions.

PATRIMOINE/VOIRIE/SECURITE

21. REGULATION ET GESTION DES POPULATIONS DE CHATS ERRANTS - APPROBATION CONVENTION DE STERILISATION ET D'IDENTIFICATION DES CHATS ERRANTS AVEC LA FONDATION 30 MILLIONS D'AMIS (Rapporteur : Jacky GENESTE)

En 2017, une première convention a été signée avec la Fondation « 30 Millions d'Amis » concernant la prise en charge totale des frais de stérilisation et d'identification des chats errants par la Fondation.

Aussi, devant le succès de l'opération et ne pouvant plus faire face financièrement aux nombreuses sollicitations, la Fondation ayant à cœur toutefois de poursuivre l'indispensable action mise en place pour maîtriser les populations de chats errants, propose pour l'année 2022 une nouvelle convention dans laquelle la commune s'engage à participer, sous forme d'acompte et à hauteur de 50 %, au financement des actes de stérilisation et d'identification (en fonction du nombre de chats recensés par le biais du questionnaire de la Fondation, soit jusqu'au 31/12/2022, estimation de 30 chats pour une participation communale de 1 050 €).

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la convention relative à la stérilisation et à l'identification des chats errants avec la Fondation 30 Millions d'Amis
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents correspondants
- **PRECISE** que les crédits seront prévus au budget 2022.

22. PROGRAMME 2022 ECLAIRAGE PUBLIC - MODERNISATION DE 46 POINTS LUMINEUX (GIRATOIRE RUE P. CORNEILLE, RUES DES BUTTES, P. NERUDA ET ROUTE DE NOAILLY) Rapporteur : Robert GODOT)

Il y a lieu d'envisager des travaux d'éclairage public. Le programme 2022 concerne la modernisation de 46 points lumineux à forte puissance : Giratoire Pierre Corneille (remplacement 9 mâts et 11 lanternes), Rue des Buttes (8 lanternes), Rue Pablo Neruda (21 lanternes) et Route de Noailly (6 lanternes).

Conformément à ses statuts (article 2 notamment) et aux modalités définies par son Comité et son Bureau, le SIEL-Territoire d'Energie Loire peut faire réaliser des travaux pour le compte de ses adhérents.

Par transfert de compétences de la commune, il assure la maîtrise d'ouvrage des travaux faisant l'objet de la présente. Il perçoit, en lieu et place de la commune, les subventions éventuellement attribuées par le Conseil Départemental de la Loire, le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes, l'Union Européenne ou d'autres financeurs.

Par courrier en date du 6 avril 2021, Madame la Présidente du SIEL-Territoire d'Energie Loire indique que la participation du syndicat, dans le cadre du Plan de Relance, va se concentrer sur les travaux d'éclairage public et de dissimulation électrique et ce sur une durée de 2 ans. Ainsi la participation communale passe de 98 % à 93 % pour les travaux relatifs à l'éclairage public.

Financement - Coût du projet actuel :

Détail	Montant HT Travaux	% - PU	Participation Commune
Eclairage public programme 2022	53 742.85 €	93.0 %	49 980.85 €
TOTAL			49 980.85 €

Ces contributions sont indexées sur l'indice TP 12.

A défaut de paiement dans le délai de trente jours, à réception du titre de recette, il sera appliqué des intérêts moratoires au taux légal en vigueur.

M. BARRIQUAND déplore la coupe des branches des platanes de la rue Pablo Neruda, estimant que c'est aux nouveaux lampadaires de s'adapter à la présence des arbres et non l'inverse. M. GENESTE se rapprochera des services pour connaître précisément les raisons de leur intervention.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **PREND** acte que le SIEL-TE, dans le cadre des compétences transférées par la commune, assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de "Eclairage public programme 2022" dans les conditions indiquées ci-dessus, étant entendu qu'après étude des travaux, le dossier sera soumis à Monsieur le Maire pour information avant exécution
- **APPROUVE** le montant des travaux et la participation prévisionnelle de la commune, étant entendu que le fonds de concours sera calculé sur le montant réellement exécuté
- **PREND** acte que le versement du fonds de concours au SIEL-TE est effectué en une seule fois
- **DECIDE** d'amortir ce fonds de concours en 15 années
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces à intervenir.

COHESION SOCIALE

23. PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE (PEDT) 2021-2024 - APPROBATION RENOUELEMENT CONVENTION AVEC LES SERVICES DE L'ETAT ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (Rapporteur : Ambre VIGOGNE)

Dans le cadre du Décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à la réforme des rythmes scolaires, la commune de Mably a mis en place, au terme d'un travail de concertation avec les partenaires éducatifs, la semaine scolaire de 24 heures d'enseignement réparties sur quatre jours et demi au 1^{er} septembre 2014. Le PEDT a été approuvé, en date du 24 avril 2015, pour une période de 3 ans et le Projet Educatif Local de la Ville de Mably a été validé en date du 9 mai 2016.

Suite au décret n° 2017-1108 du 27 juin 2017 autorisant à déroger à l'organisation de la semaine scolaire de quatre jours et demi, le Conseil Municipal, lors de sa séance du 19 janvier 2018, considérant les avis unanimes des conseils d'écoles, a proposé aux Services Académiques de l'Education Nationale une organisation de la semaine scolaire sur 8 demi-journées pour les enfants scolarisés dans les écoles de Mably, à compter de septembre 2018. Dès lors, le PEDT 2015-2018 a été déclaré caduc par les services de l'Etat.

Ces derniers, en partenariat avec la CAF, ont souhaité néanmoins accompagner les collectivités pour faire du mercredi un temps de réussite et d'épanouissement pour l'enfant et maintenir une dynamique de concertation et de projection sur la question des temps de l'enfant.

Le PEDT Plan mercredi 2018-2021 a mis en place un cadre pour les communes afin d'offrir aux enfants un accueil de loisirs éducatifs de qualité.

La convention « PEDT » a permis le recensement par la collectivité des accueils déclarés et reconnus, à même de s'inscrire dans le respect de la charte de qualité « Plan mercredi ».

Lors de sa séance du 12 décembre 2018, le Conseil Municipal a approuvé la convention de Projet Educatif De Territoire - Charte de qualité Plan mercredi avec les différents partenaires pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2018.

Pour la commune de Mably, dans ce cadre, trois accueils périscolaires déclarés ont été identifiés :

- Accueil périscolaire du Centre Social de Mably ;
- Accueil périscolaire du Comité Roannais de Vacances ;
- Accueil périscolaire proposé par le Service Enfance/Jeunesse, Enfance/Jeunesse/ Médiation, puis Jeunesse, organisé par la commune de Mably.

Les objectifs du PEDT s'articulent autour de 4 axes :

- La complémentarité et la cohérence éducative autour des différents temps de l'enfant ;
- L'accueil de tous les publics (enfants et leurs familles) ;
- La mise en valeur des richesses du territoire ;
- Le développement d'activités éducatives de qualité.

La signature d'un PEDT permet :

- L'accès à une bonification de la Prestation de Service Ordinaire (PSO) de la CAF, concernant les nouvelles heures générées le mercredi. Cette PSO permet une recette supplémentaire passant de 0.54 € par heure et par enfant, à 1 €. L'organisateur de l'accueil perçoit cette recette. La recette supplémentaire pour le Centre Social de Mably est estimée à 3 592 € pour l'année 2021.
- L'accès à un cadre réglementaire assoupli.

Le Décret n° 2018-647 du 23 juillet 2018 modifie les définitions et les règles applicables aux accueils de loisirs et facilite l'organisation d'activités dans le cadre d'un accueil de loisirs périscolaire par :

- Une clarification du périmètre des accueils :
 - o Périscolaire : tous les accueils organisés les jours d'école ainsi que le mercredi même sans école ;
 - o Extrascolaire : les vacances scolaires ainsi que le samedi sans école et le dimanche.
- Un assouplissement des taux d'encadrement :
 - o Les taux d'encadrement sont aménagés pour tenir compte de la durée de fonctionnement de l'accueil et la prise en compte des intervenants ponctuels. Dans le calcul de ces taux, est désormais possible le mercredi sans école pour les accueils de loisirs périscolaires organisés dans le cadre d'un PEDT.

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L227-4 et R227-1 ;

Considérant que cette convention vaut Projet Éducatif Territorial au sens des articles L 551-1 et R 551-13 du Code de l'Éducation et incluant notamment des activités périscolaires du mercredi ;

Considérant les projets éducatifs et pédagogiques mentionnés aux articles R 227-23 à 26 des accueils de loisirs périscolaires organisés par le Centre Social de Mably, le Comité Roannais de Vacances et la Ville de Mably ;

La collectivité s'engage à organiser le ou les accueils de loisirs périscolaires dans la recherche de l'atteinte des objectifs du PEDT de Mably qui sont :

- Rechercher la cohérence et la complémentarité éducative en associant largement parents, enfants, partenaires associatifs, écoles et élus à la réflexion sur un projet portant sur les temps de l'enfant ;
- Permettre à tous les enfants l'accès au sport, la culture et aux loisirs éducatifs en favorisant la mixité

sociale et l'accueil des enfants en situation de handicap

- Développer pour tous les enfants une offre éducative de qualité permettant à chacun d'accéder aux connaissances, compétences, valeurs et attitudes nécessaires pour réussir sa scolarité, sa vie d'individu et de futur citoyen.

Dans le cas où les accueils périscolaires ne sont pas organisés directement par la collectivité mais pour son compte par un autre acteur, la collectivité s'engage à veiller au respect des objectifs du PEDT par cet acteur.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le renouvellement de la convention de Projet Educatif De Territoire avec les différents partenaires telle que présenté, ci-dessus, pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2021
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

AFFAIRES CULTURELLES

24. DISPOSITIF ZICONORD - APPROBATION AVENANT ANNUEL A LA CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA LOIRE ET LES VILLES DE ROANNE, RIORGES, MABLY ET ROANNAIS AGGLOMERATION (Rapporteur : Françoise PLOTTON)

Lors de la séance du 6 novembre 2020, les termes de la convention pour le dispositif ZICONORD avec les villes de Riorges et Roanne, Roannais Agglomération et le Conseil Départemental de la Loire ont été approuvés.

Le dispositif ZICONORD est un dispositif intercommunal d'accompagnement des groupes de musiciens amateurs.

Un avenant annuel en précise les modalités d'application, sans en changer le montant des participations de chacune des parties (pour mémoire 1 000 € annuels pour Mably).

Le groupe Humanation (concert reggae) issu de ce dispositif se produira à la salle des fêtes des Tuileries le vendredi 13 mai prochain.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant à la convention relative au dispositif ZICONORD pour l'année 2022
- **INSCRIT** les dépenses sur les lignes correspondantes du budget 2022.

LETTRES/INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à **21 H.**

Affichage le **31 mars 2022** à la porte de la Mairie.

Le Maire,
Eric PEYRON.



Le Secrétaire de séance,
Maurice DION.

